

ISMÈNE : Mais puisque Monsieur veut nous lire, ma toute bonne, si nous demandions des cartes ?... Lisette, allons vite une table ; nous ferons un tri pendant que monsieur Damon lira sa tragédie.

*Damon remet son cahier dans sa poche et sort.* (Scène 10e.)

Ainsi, laissons pour ce qu'ils valaient les Mécènes de la finance et ceux de la mode. C'est un peu plus haut, parmi ceux qui avaient le sentiment de la nationalité et qui prenaient part aux affaires de l'état, qu'il faut chercher les vrais amateurs, auxquels les lettres sont redevables. Ceux-là savaient aimer les écrivains et les honorer, garantir l'indépendance de la pensée contre les vexations de la police, sauvegarder les talents généreux de l'inquisition des prêtres. Rendons à chacun ce qui lui est dû, et nous ne serons pas en cela suspects de complaisance : Louis XIV fit jouer *Tartuffe* ; le prince de Conti fit prévenir à temps Jean-Jacques qu'on voulait l'arrêter, et plus tard il se déclara ouvertement pour Beaumarchais contre le parlement. Depuis Richelieu, le fondateur de l'Académie, jusqu'à Frédéric l'ami de Voltaire, que de libres vérités, que de pages éloquentes se sont ainsi fait jour au grand regret des obscurs et des inquisiteurs ! Et, pour abrégé la liste de nos exemples, quelles entremises, quelles sollicitations ne fallut-il pas mettre en avant, afin d'obtenir, d'arracher cette fameuse première représentation des *Noies de Figaro* !

Les temps sont bien changés, n'est-ce pas ? Nos dues et pairs se soucient médiocrement de voir leur nom inscrit au frontispice d'un beau livre, et préfèrent la gravé avec une bien meilleure chance d'immortalité sur les médailles qui se frappent à l'honneur des chemins de fer. Quand aux financiers... dieu soit loué, les muses ne leur doivent plus rien, et s'il y a dans les combles du château quelque rimeur royalement pensionné, la France, j'imagine, ne s'en aperçoit guère. — L'an dernier, un poète offrait son œuvre à un auguste personnage ; "Monsieur, lui fut-il répondu, je vous remercie, mais je vous avoue que *je ne lis jamais de vers*."

Que si la gratitude littéraire doit rendre hommage à la générosité de ceux qui portèrent le zèle des lettres jusqu'à compromettre pour elles leur crédit et leur influence, l'historien n'oubliera pas de leur joindre dans sa reconnaissance toutes ces sociétés de bel esprit, où durant deux siècles, les écrivains trouvèrent les plus chauds applaudissements et aussi les meilleures et les plus fines critiques.

L. P. Røederer, dans un excellent *Mémoire pour servir à l'histoire de la société polie en France*, a esquissé l'histoire des premiers salons littéraires du 17e siècle, et s'est particulièrement appliqué à venger l'hôtel de Rambouillet de toutes les sottises qu'on avait débitées sur le compte de ses illustres habitués... Ces sociétés, dit-il justement, eurent leur côté estimable ; on n'a pas le droit de remarquer leurs écarts de goût sans remarquer aussi qu'elles étaient une école de bonnes mœurs dans un temps de dépravation invétérée. Que si elles avaient le tort de faire de l'amour un délire de l'imagination, elles eurent aussi le mérite d'élever les esprits et les âmes... Peut-on voir, d'ailleurs, un bureau de fade bel-esprit dans cette maison où le poète le plus mâle de notre littérature, où le grand Corneille lui-même allait chercher des conseils et des encouragements ?...

Il resterait donc un semblable mémoire à faire sur les salons du 18e siècle. L'histoire littéraire doit bien quelques-unes de ses pages à Mmes Geoffrin, du Deffant, Helvétius, etc.,

chez lesquelles l'esprit, le bon ton et le bon goût se montrèrent si long-temps assidus.

ALBERT AUDERT.

— *Le National.*

### Courrier de Paris.

Mai 1845.

— Des troubles ont éclaté vendredi de la semaine dernière à l'École polytechnique. Si nous sommes bien informés, la démarche des élèves qui a provoqué les premières mesures de répression était loin d'être répréhensible ; l'intervention de l'autorité n'a été ni paternelle ni digne ; ceci soit dit sans entendre excuser les actes blâmables qu'une sévérité mal entendue a provoqués, mais qu'elle ne justifie pas. Voici les faits : — Un élève fort timide était devenu, pour quelques camarades de salle assez peu généreux, l'objet de plaisanteries acharnées qui dégénéraient en quelque sorte en persécutions de tous les instants. Les autres élèves dont cette conduite blessait les bons sentiments résolurent de faire revivre les coupables à plus de mesure, et décidèrent que, selon un usage excellent qui remonte aux premiers temps de l'école et qui n'a jamais été prescrit, il serait fait des représentations aux coupables en présence de toute l'école assemblée dans la cour. A la récréation de l'après-midi, le rond s'était formé et on appelait les réprimandés, lorsqu'un capitaine intervint pour ordonner au rassemblement de se dissiper. Les élèves firent quelques représentations pour expliquer que leur conduite était conforme aux traditions et n'avait rien de répréhensible. Mais le capitaine ne voulut rien entendre et désignant au hasard un élève placé près de lui, il lui ordonna de se rendre à la salle de police. Cet élève, trouvant la préférence injuste, refusa de marcher ; le capitaine alors le fit *empoigner* par les adjudants qui l'emmenèrent de force, malgré la résistance générale des élèves. Dès ce moment la confusion devint extrême : l'autorité des officiers fut méconnue ; les élèves brisèrent les quinquets, et s'emportèrent contre le général en paroles violentes. Samedi dernier 13 élèves furent envoyés à la prison militaire de l'Abbaye et 11 enfermés dans la prison intérieure. On nous a dit aussi que le conseil de discipline de l'école avait décidé l'exclusion de trois des élèves déclarés les plus coupables.

— Le ministère anglais continue à donner aux hommes du pouvoir de toutes les nations un noble et grand exemple. M. Peel, qui n'a pas craint, malgré les clameurs et la résistance ouverte des préjugés les plus anciens et les plus respectés, d'entrer dans une voie de progrès et d'union vraiment politique, M. Peel voit les rangs des opposants s'éclaircir, s'ouvrir devant lui, et il poursuit sa marche entraînant à sa suite les chefs de l'opposition elle-même. Un membre de cette partie de l'assemblée des communes, faisant allusion aux événements d'Amérique, avait exprimé la crainte que la guerre ne vint surprendre l'Angleterre au milieu de l'agitation qu'y font naître les réformes poursuivies par M. Peel ; celui-ci a répondu en ces termes au milieu des applaudissements de l'assemblée entière : " L'honorable membre a dit que dans le cas où il faudrait faire appel à toutes les forces de l'Angleterre pour défendre son honneur et ses intérêts, cette haute mission me serait confiée. Dieu nous préserve d'un aussi grand malheur que celui que l'honorable membre annonce dans ses prévisions ! Dieu veuille que cet état de paix générale ne soit pas troublé ! (Applaudissements.) S'il l'était, je ne sais, d'après ce qui se passe,

si le soin de défendre l'honneur et les intérêts de l'Angleterre ne serait pas commis à d'autres mains ; mais quels que soient les hommes d'Etat investis de cette mission, je me placerais à leur côté pour les encourager par tout l'appui que je pourrai leur donner dans une juste et honorable cause. (On applaudit.) Si cette calamité devait fondre sur nous, j'espère qu'elle trouvera le peuple anglais uni dans son dévouement au trône et bien déterminé à défendre les intérêts communs. (On applaudit.) Dieu veuille (c'est mon vœu le plus ardent) que chaque pouls de ce grand et puissant peuple batte de concert, que l'Irlande se tienne en ligne auprès de nous, et alors, plein de confiance dans une bonne cause, dans la valeur, la persévérance et le courage de toutes les parties de ce grand royaume, j'attendrai, parfaitement calme, l'issue de la lutte, assuré que les forces d'un peuple uni feront triompher la juste cause. " (Bruit d'applaudissements.)

— Au départ des derniers bâtiments, le bill du congrès américain au sujet de l'annexion du Texas était déjà connu dans ce pays, et avait été accueilli avec assez peu de faveur. Un des articles du bill statue en effet qu'à aucune condition les dettes du Texas ne seront mises à la charge des Etats-Unis. Cette clause a refroidi singulièrement le zèle de tous ceux qui ne s'étaient faits les avocats de l'annexion que dans l'espoir de voir leurs créances remboursées par le gouvernement américain. Plusieurs journaux texiens déclarent déjà que l'annexion n'est pas acceptable à de pareilles conditions, et qu'il serait plus avantageux pour le Texas de demeurer indépendant, s'il pouvait obtenir des grandes puissances la garantie de cette indépendance, et de l'Angleterre un tarif favorable pour les cotons. Le journal du gouvernement s'est prononcé hautement dans ce sens et attaque avec une grande vivacité le bill américain, comme blessant pour l'honneur national à cause des réserves conditionnelles qu'il pose, et comme n'offrant aucun avantage en échange de sacrifices immédiats. Nous avons déjà dit que l'ancien président, M. Houston, le président actuel, M. Anson-Jones, et une partie des hommes influents du pays, sont opposés à l'annexion ; mais la majorité du peuple désire ardemment la mesure et la fera sans doute triompher. La conduite qu'adoptera l'Angleterre vis-à-vis du Texas, peut aussi exercer une grande influence sur la solution de la question. Les journaux des Etats-Unis commencent déjà à exprimer quelques doutes sur la réalisation prochaine de l'annexion.

— L'ancienne reine de Naples et d'Espagne, la veuve de Joseph Napoléon, est morte à Florence le 7 avril. La fortune l'avait trouvée sans orgueil, l'adversité la vit calme, résignée et toujours bienfaisante. — La mort semble aller plus vite dans ses radiations de pairs que le ministère dans ses promotions. Aujourd'hui encore nous avons à annoncer une double perte que vient de faire la chambre du Luxembourg en se voyant enlever M. le lieutenant général comte de Gazan et M. Aubert. — M. le comte de Latour-Maubourg, notre ambassadeur près le saint-siège, a succombé à une longue maladie. — M. Siraforello, ancien député de Marseille, est mort le jour où il entra dans sa quatre-vingt-deuxième année. — M. Théodore de Saussure, fils du célèbre naturaliste, et auteur lui-même de plusieurs ouvrages fort estimés sur la physique et la chimie, vient de terminer sa carrière à Genève à soixante-dix-huit ans.

La ville de Yarmouth est bâtie presque au confluent des deux rivières Yare et Bure qui, réunies, prennent, avant de se jeter dans la mer, le nom de Breydon Water. Un vieux pont tra-